

« Nous n'avons plus besoin de continuer à prendre le risque nucléaire »

Gregory Jaczko

Ancien président de
l'autorité de sûreté nucléaire américaine (NRC)

Propos recueillis par Nabil Wakim
Le Monde, publié le 11 mars 2019

Huit ans après la catastrophe japonaise, l'ex-président de l'autorité de sûreté américaine aux États-Unis, Gregory Jaczko, revient sur le risque lié à l'atome.

Gregory Jaczko a été président de l'autorité de sûreté nucléaire américaine, la Nuclear Regulatory Commission (NRC), entre 2009 et 2012. Après l'accident de Fukushima en mars 2011, il a coordonné la réponse américano-japonaise à la catastrophe. Il a publié, en janvier, *Confessions of a Rogue Nuclear Regulator* (« *Confessions d'un régulateur indésirable* », Simon & Schuster, non traduit). M. Jaczko est également enseignant à l'université et entrepreneur dans le domaine des énergies renouvelables.

Huit ans après Fukushima, estimez-vous qu'un accident de ce type peut encore se produire dans le monde ?

Il y a toujours un risque d'accident. Vous ne pouvez pas l'éliminer complètement. Quand on dirige une autorité de sûreté, on travaille sur les failles que l'on connaît mais, par définition, **pas sur celles que l'on ne connaît pas**. Or, elles existent toujours, comme l'a montré l'accident de Fukushima. Il est pourtant possible d'améliorer sérieusement la sûreté dans les centrales. Mais il faut accepter que cela ait un coût important, pour faire face à des scénarios qui ont très peu de chances d'arriver.

Les États-Unis, qui comptent le plus grand nombre de réacteurs au monde, devant la France, ont-ils tiré les leçons de cet accident ?

C'est pour moi une très grande déception : une partie des gens dans l'industrie ont minimisé le problème en assurant qu'il s'agissait d'un problème japonais, qui ne se produirait pas aux États-Unis. Pourtant, la technologie utilisée au Japon est inspirée de la technologie américaine. C'est une erreur de minimiser l'accident de Fukushima. Nous aurions dû en tirer des leçons. La NRC a très rapidement fait des recommandations réalistes, similaires à ce qui a été proposé dans d'autres pays pour améliorer la sûreté. Mais **l'industrie nucléaire a tout fait pour empêcher leur mise en place**, avec un fort appui politique au Congrès.

Les Européens ont-ils mieux géré l'après-Fukushima ?

En Europe, les autorités de sûreté ont réussi à imposer des « *stress tests* » [tests de résistance à un incident] très importants aux centrales, et à mettre en place des mesures utiles. En France, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et son bras technique, l'IRSN, ont une expertise parmi les meilleures du monde et ont montré leur capacité à prendre des décisions indépendantes.

Dans votre livre, vous insistez sur le risque d'accident nucléaire. Pourtant, leur nombre est très faible.

Quand j'ai commencé ma carrière, je n'avais pas d'avis sur le nucléaire en tant que tel, c'était pour moi une technologie qu'il fallait réguler, pas quelque chose qui ne devait pas exister. Mais après Fukushima, j'ai compris que notre manière de faire du nucléaire n'était pas la bonne. La condition devrait être de limiter les impacts d'un éventuel accident au site lui-même et de rendre impossible la contamination de l'environnement.

L'une des solutions serait d'avoir des réacteurs beaucoup plus petits, et donc moins dangereux. Mais le problème devient économique : ce n'est pas une option très rentable. Surtout, en quinze ans, ce débat a complètement changé : aujourd'hui, nous avons des moyens de produire de l'électricité qui n'émet pas de CO₂, moins chers que le nucléaire. **Nous n'avons plus besoin de continuer à prendre ce risque.**

Les prix des énergies renouvelables baissent, mais contrairement au nucléaire, elles ne peuvent produire de manière continue...

C'est un raisonnement très simpliste. Le soleil et le vent sont **très prévisibles** et l'énergie qu'on peut produire à partir de ces sources également. D'autant que le solaire, l'éolien terrestre et l'éolien offshore sont **très complémentaires** et permettent de lisser la production sur une journée ou une semaine. Aujourd'hui, les renouvelables sont une technologie fiable. Peut-on en dire autant du nucléaire ? Après Fukushima, le Japon est passé de 25 % de nucléaire à 0 % ! À cause du risque d'accident, l'atome n'est pas une technologie très fiable. En cas de problème de sûreté, un réacteur doit pouvoir s'arrêter immédiatement. C'est pourquoi le nucléaire, comme les renouvelables, a besoin de systèmes parallèles d'appoint.

Certains défenseurs du nucléaire notent que les accidents ont fait assez peu de morts, si on les compare aux dizaines de milliers de victimes du charbon...

Ces déclarations seraient amusantes si le sujet n'était pas si grave. Fukushima, c'est plus de 100 000 personnes évacuées de force et un coût de plus de 200 milliards de dollars (178 milliards d'euros). Ces arguments sont trompeurs puisque, aujourd'hui, il ne s'agit pas de remplacer le nucléaire par du charbon, mais par des énergies renouvelables qui n'émettent pas de CO₂.

Certes, mais certains pays qui ont renoncé au nucléaire n'ont pas réussi à abandonner le charbon, comme l'Allemagne, et n'arrivent pas à réduire leurs émissions de CO₂.

On ne peut pas fermer les réacteurs du jour au lendemain, c'est évident, **mais il ne faut pas se battre pour les prolonger coûte que coûte**. On peut les remplacer progressivement par des énergies renouvelables, tout en fixant un prix du carbone qui limite le recours aux énergies fossiles. L'Allemagne a décidé après Fukushima d'une sortie rapide du nucléaire et elle a encore beaucoup de charbon, mais elle vient de décider d'un plan de sortie et a développé les renouvelables à une vitesse incroyable.

La France a repoussé la baisse du nucléaire à 2035, ce qui implique de prolonger la durée de vie de la quasi-totalité des réacteurs. Cette prolongation présente-t-elle un risque ?

Pas nécessairement. Si cela est bien fait – et l'ASN a les compétences pour le faire –, on peut maintenir le même niveau de sûreté qu'aujourd'hui. Mais c'est d'abord une question économique : cela nécessite de remplacer des équipements et de faire des travaux importants, **ce qui coûte très cher**. Si on essaie de diminuer ces coûts, on risque de diminuer le niveau de sûreté.

Quel est l'état du nucléaire aux États-Unis, qui a reçu le soutien actif de Donald Trump ?

Sur les quatre réacteurs en construction aux États-Unis, deux ont été annulés, et les deux autres atteignent un prix prohibitif. Aucune autre construction de ce type de réacteurs ne sera lancée. Pour les cent réacteurs existants, la plupart auront atteint l'âge de 60 ans en 2030 et la fin de leur autorisation d'exploitation. Pour une moitié, il est envisagé de demander une prolongation de vingt ans. Ce qui veut dire que la part du nucléaire aux États-Unis va baisser mécaniquement